

Résultats de l'exercice 2018

Un exercice marqué par un net rebond de la rentabilité soutenu par un quatrième trimestre solide

- **Chiffre d'affaires de l'exercice de 3 921 millions d'euros, en hausse de 11 % à taux de change constants**, tiré par la croissance de l'activité Pétrole et Gaz, en forte hausse de 14% à taux de change constants, notamment en Amérique du Nord et en EAMEA¹ au T4 2018
- **Amélioration significative du résultat brut d'exploitation à 150 millions d'euros**, contre 2 millions d'euros en 2017
- **Économies brutes cumulées de 445 millions d'euros depuis 2016**, l'objectif initial étant ainsi dépassé, avec deux ans d'avance sur le calendrier
- **Forte performance au quatrième trimestre**
 - **Progression séquentielle de 68 % du chiffre d'affaires Pétrole et Gaz en EAMEA**
 - **Flux de trésorerie disponible positif à 76 millions d'euros**
 - **Rebond du RBE à 89 millions d'euros**, en hausse de 78 millions d'euros par rapport au T4 2017 et de 46 millions d'euros par rapport au trimestre précédent
- Dette nette de 2 058 millions d'euros au 31 décembre 2018 et **covenant bancaire à 72 %**
- **Le 19 février 2019 : extension à février 2021 de 600 millions d'euros de lignes bancaires arrivant à échéance en 2020**

Nouvelles initiatives pour accélérer le redressement

- **Au moins 200 millions d'euros d'économies brutes supplémentaires** identifiées
 - **Lancement d'un plan d'action de grande envergure** en Allemagne
 - **Mise en place d'actions supplémentaires au Brésil** pour renforcer ce centre de production d'excellence
- Lancement de la cession des actifs dédiés aux centrales conventionnelles au charbon

Perspectives pour 2019

- **Poursuite de la reprise de l'activité Pétrole et Gaz, principalement tirée par les marchés internationaux**
- **Forte croissance du résultat brut d'exploitation visée en 2019**, soutenue par les tendances de marché, les économies supplémentaires et la poursuite du déploiement des nouvelles routes de production compétitives du Groupe
- **Poursuite de l'amélioration du besoin en fonds de roulement², au-delà des mouvements saisonniers habituels (pic de décaissements au S1)**, avec une réduction du nombre de jours de besoin en fonds de roulement, en moyenne trimestrielle et en fin d'exercice
- **Investissements industriels de l'ordre de 180 millions d'euros**, niveau reflétant les besoins correspondant à la nouvelle empreinte industrielle du Groupe
- Sur la base des tendances actuelles³ du marché et des objectifs énoncés ci-dessus, **le Groupe respecterait son covenant bancaire à la fin de l'exercice**

¹ EAMEA : Europe, Afrique, Moyen-Orient, Asie

² Cf. définition des données financières à caractère non strictement comptable

³ Cf. paragraphe Réflexion et informations prospectives

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes. Les procédures d'audit sur les comptes annuels consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis avant l'enregistrement du Document de référence déposé auprès de l'AMF d'ici fin mars 2019.

Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Boulogne-Billancourt (France), 20 février 2019 – Vallourec, leader mondial des solutions tubulaires premium annonce aujourd'hui ses résultats de l'exercice 2018. Les comptes consolidés ont été présentés par le Directoire au Conseil de Surveillance le 19 février 2019.

Chiffres clés

2018	2017	Variation	En millions d'euros	T4 2018	T4 2017	Variation
2 364	2 256	4,8 %	Production expédiée (milliers de tonnes)	694	655	6,0 %
3 921	3 750	4,6 %	Chiffre d'affaires	1 116	1 070	4,3 %
150	2	+148 M€	Résultat brut d'exploitation	89	11	+78 M€
3,8 %	0,1 %	+3,7 pts	<i>En % du CA</i>	8,0 %	1,0 %	+7,0 pts
(277)	(483)	+206 M€	Résultat d'exploitation (perte)	(43)	(206)	+163 M€
(502)	(537)	+35 M€	Résultat net, part du Groupe	(103)	(164)	+61 M€
(494)	(423)	-71 M€	Cash-flow disponible	76	(26)	+102 M€
31 déc. 2018	31 déc. 2017	Variation	En millions d'euros	31 déc. 2018	31 déc. 2017	Variation
2 058	1 542	+516 M€	Dette nette	2 058	1 542	+516 M€

Commentant ces résultats, Philippe Cruzet, Président du Directoire, a déclaré :

« Le rebond de la rentabilité s'est poursuivi en 2018, soutenu par l'amélioration des activités Pétrole et Gaz en Amérique du Nord et par leur redémarrage en EAMEA. Nous avons enregistré un bon quatrième trimestre, terminant ainsi l'année avec une croissance robuste du chiffre d'affaires et du résultat brut d'exploitation ainsi qu'avec un flux de trésorerie disponible redevenu positif pour la première fois depuis 2015. Notre capacité à générer 445 millions d'euros d'économies brutes cumulées depuis 2016, avec deux ans d'avance sur le calendrier initial, atteste des progrès réalisés dans la mise en œuvre de notre Plan de Transformation de quatre ans.

En 2019, nous prévoyons une poursuite de la croissance de l'activité Pétrole et Gaz. Nous continuerons à bénéficier du marché Pétrole et Gaz en Amérique du Nord, tout en tirant parti du rebond en cours de la région EAMEA, nos nouvelles routes de production optimisées soutenant le transfert de production vers nos pays à structure de coûts plus compétitive.

S'agissant de l'avenir, le Groupe est également bien positionné pour capturer des volumes sur le marché offshore brésilien, où nous sommes solidement implantés, grâce au renouvellement de notre contrat à long terme avec Petrobras et à notre offre complète, qui va nous permettre d'accompagner les grandes sociétés pétrolières internationales pour leurs projets d'exploration et production dans ce pays.

Ces étapes essentielles sont encourageantes, mais doivent encore être développées. Nous poursuivons nos efforts pour améliorer notre compétitivité en matière de coût dans des domaines identifiés. Nous nous concentrerons en particulier sur l'Allemagne, où un plan ambitieux est en cours de lancement, ainsi que sur le Brésil. Ces nouvelles initiatives devraient ajouter au moins 200 millions d'euros à notre objectif d'économies brutes à l'horizon 2020, qui

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes. Les procédures d'audit sur les comptes annuels consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis avant l'enregistrement du Document de référence déposé auprès de l'AMF d'ici fin mars 2019.

Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

s'établit maintenant à 650 millions d'euros, dont une partie importante pourra être réalisée dès 2019. Nous avons en outre initié le projet de cession de nos actifs dédiés aux centrales conventionnelles au charbon.

Ces éléments contribueront à notre objectif de forte croissance du résultat brut d'exploitation en 2019. La génération de flux de trésorerie disponible demeure notre priorité absolue, et nous restons engagés à maintenir une discipline stricte en matière de gestion de trésorerie. Sur la base des tendances actuelles macroéconomiques et de nos marchés, ainsi que des objectifs exposés ci-dessus, le Groupe respecterait son covenant bancaire à fin 2019. »

I - CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ PAR MARCHÉ

2018	2017	Variation	À taux de change constants	En millions d'euros	T4 2018	T4 2017	Variation	À taux de change constants
2 813	2 567	9,6 %	16,2 %	Pétrole et Gaz, Pétrochimie	821	708	16,0 %	16,3 %
819	775	5,7 %	13,1 %	Industrie & Autres	235	237	-0,1 %	4,5 %
289	408	-29,2 %	-27,6 %	Énergie Électrique	60	125	-51,9 %	-50,9 %
3 921	3 750	4,6 %	10,8 %	Total	1 116	1 070	4,3 %	5,7 %

En 2018, Vallourec a enregistré un chiffre d'affaires de 3 921 millions d'euros, en hausse de 4,6 % par rapport à 2017. Cette croissance est encore plus nette à taux de change constants à + 10,8 %. Elle résulte de la combinaison d'un effet prix/mix de + 6,0 % et d'un effet de volume de + 4,8 %, malgré la forte baisse du chiffre d'affaires Énergie électrique.

Au quatrième trimestre 2018, Vallourec a enregistré un chiffre d'affaires de 1 116 millions d'euros, en hausse de 4,3 % par rapport au quatrième trimestre 2017, et en progression de 5,7 % à taux de change constants. Cette augmentation résulte de la hausse de 5,9 % des volumes, en particulier sur le marché Pétrole et Gaz en EAMEA. La baisse du chiffre d'affaires sur le marché Énergie électrique a été largement compensée par l'augmentation du chiffre d'affaires Pétrole et Gaz.

En séquentiel, le chiffre d'affaires du Groupe au quatrième trimestre 2018 a augmenté de +16,1 %, soit 155 millions d'euros par rapport au troisième trimestre 2018, l'activité Pétrole et Gaz dans la région EAMEA ayant le plus contribué à cette croissance, avec une hausse de 67,7 %.

Pétrole et Gaz, Pétrochimie (72 % du chiffre d'affaires consolidé)

En 2018, le chiffre d'affaires Pétrole et Gaz a atteint 2 469 millions d'euros, en hausse de 7,4 % par rapport à 2017, et en forte progression de 14,0 % à taux de change constants :

- En **Amérique du Nord**, le chiffre d'affaires Pétrole et Gaz a fortement augmenté. La progression des volumes OCTG vendus a principalement bénéficié du maintien de la croissance de l'activité de forage. En effet, le nombre moyen d'appareils de forage a progressé de 18 % par rapport à 2017. Les prix ont par ailleurs nettement augmenté pendant la période, une hausse des prix OCTG supplémentaire ayant été mise en œuvre au troisième trimestre 2018.
- Dans la région EAMEA**, le chiffre d'affaires Pétrole et Gaz a été en hausse par rapport à 2017, sous l'effet d'une forte progression des ventes OCTG au Moyen-Orient et en Afrique, en particulier au quatrième

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes. Les procédures d'audit sur les comptes annuels consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis avant l'enregistrement du Document de référence déposé auprès de l'AMF d'ici fin mars 2019.

Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

trimestre où les volumes ont doublé, tant par rapport au T4 2017 qu'au T3 2018, suite aux appels d'offres reçus fin 2017 et en 2018 reflétant une activité dynamique.

- **En Amérique du Sud**, le chiffre d'affaires Pétrole et Gaz a été en hausse par rapport à 2017, soutenu par la progression des livraisons de tubes de conduites.

Au quatrième trimestre 2018, le chiffre d'affaires Pétrole et Gaz a atteint 737 millions d'euros, en hausse de 19,9 % par rapport à 2017 et de 20,2 % à taux de change constants. La croissance a été soutenue au quatrième trimestre 2018, à +17,6 % par rapport au troisième trimestre 2018. La contribution plus forte de la région EAMEA (+67,7 % par rapport au trimestre précédent), suite aux commandes enregistrées au cours des derniers mois, a largement compensé un recul des ventes aux États-Unis. Celui-ci s'explique par l'augmentation temporaire des stocks sur le marché américain des produits tubulaires (réalisée en prévision de l'application de la Section 232) ; il a été en partie compensé par des hausses des prix et un meilleur mix.

En 2018, le chiffre d'affaires **Pétrochimie** s'est élevé à 344 millions d'euros, en forte hausse de 28,4 % par rapport à 2017 et de 34,8 % à taux de change constants, du fait de la progression des ventes aux États-Unis.

Au quatrième trimestre 2018, le chiffre d'affaires **Pétrochimie** a atteint 84 millions d'euros, en baisse de 10,2 % par rapport au quatrième trimestre 2017 et de 9,5 % à taux de change constants. L'augmentation des volumes de livraisons de tubes de conduites aux États-Unis a compensé en partie un moindre chiffre d'affaires en Chine au quatrième trimestre, où les livraisons ayant privilégié des produits à plus forte marge.

Industrie & Autres (21 % du chiffre d'affaires consolidé)

En 2018, le chiffre d'affaires **Industrie & Autres** s'est élevé à 819 millions d'euros, en croissance de + 5,7 % et plus soutenue à taux de change constants avec une progression de 13,1 %.

- En **Europe**, la croissance du chiffre d'affaires Industrie a été modérée après une très bonne performance en 2017, en particulier pour l'activité Mécanique. Néanmoins en 2018, le Groupe a réussi à augmenter ses prix.
- En **Amérique du Sud**, le chiffre d'affaires Industrie & Autres a progressé par rapport à 2017, essentiellement grâce à l'augmentation des volumes pour les activités Mécanique et Automobile liée à la reprise progressive de l'économie brésilienne. L'activité minière a bénéficié de la hausse des prix du minerai de fer au second semestre après un premier semestre plus faible.

Au quatrième trimestre, le chiffre d'affaires **Industrie & Autres** a atteint 235 millions d'euros. Il est resté stable par rapport au quatrième trimestre 2017, mais est en hausse de 4,5 % à taux de change constants. Le principal facteur de croissance tient à l'activité Mécanique, grâce à la progression du chiffre d'affaires en Chine et au Brésil, où des hausses de prix ont été passées. L'activité minière est restée robuste.

Énergie Electrique (7 % du chiffre d'affaires consolidé)

En 2018, le chiffre d'affaires **Énergie Electrique** s'est élevé à 289 millions d'euros, en baisse de 29,2 % par rapport à 2017 (- 27,6 % à taux de change constants). Cette baisse a concerné les ventes destinées aux centrales conventionnelles qui ont nettement reculé par rapport à 2017 en raison du repli de la demande, tout particulièrement en Asie. La baisse a aussi concerné les livraisons dans les applications nucléaires. Le Groupe a fermé fin 2018 la ligne de finition de tubes destinés aux centrales électriques conventionnelles de Saint-Saulve.

Au quatrième trimestre 2018, le chiffre d'affaires **Énergie Electrique** a atteint 60 millions d'euros, en baisse de 51,9 % par rapport à 2017 (en baisse de 50,9 % à taux de change constants).

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes. Les procédures d'audit sur les comptes annuels consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis avant l'enregistrement du Document de référence déposé auprès de l'AMF d'ici fin mars 2019.

Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

II - ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE 2018 ET DU T4 2018

Analyse des résultats consolidés de l'exercice 2018

En 2018, le résultat brut d'exploitation a fortement progressé, en hausse de 148 millions d'euros par rapport à 2017, pour s'établir à 150 millions d'euros avec :

- **Une marge industrielle de 579 millions d'euros, en hausse de 126 millions d'euros, soit une amélioration de 12,1 % à 14,8 % en pourcentage du chiffre d'affaires**, reflétant (i) l'augmentation du chiffre d'affaires, (ii) les impacts positifs du Plan de Transformation, compensant largement (iii) la hausse des prix des matières premières et des effets de change défavorables.
- **Des coûts administratifs, commerciaux et de recherche (SG&A) de 405 millions d'euros, en baisse de 8,0 %**, reflétant un contrôle strict des coûts. Les SG&A ont ainsi représenté 10,3 % du chiffre d'affaires contre 11,7% en 2017.

Le montant total des économies brutes s'est élevé à 130 millions d'euros pour l'exercice, soulignant la solide exécution du Plan de Transformation.

Hors variations des provisions, le résultat brut d'exploitation ressort en progression de 173 millions d'euros par rapport à 2017, les reprises nettes de provisions s'étant élevées à 56 millions d'euros en 2018 contre 81 millions d'euros en 2017.

La perte d'exploitation a été réduite de 206 millions d'euros, à - 277 millions d'euros, grâce à la contribution de 148 millions d'euros du résultat brut d'exploitation et la réduction des dotations aux amortissements.

En 2018, des charges exceptionnelles ont été comptabilisées : dépréciations d'actifs de - 53 millions d'euros contre - 65 millions d'euros en 2017, et des charges au titre des « Cessions d'actifs, restructuration et autres » représentant - 74 millions d'euros contre - 79 millions d'euros en 2017. Ces éléments non récurrents résultent essentiellement (i) des mesures de restructuration prises en Europe, dont 26 millions d'euros de provisions liées aux mesures de restructuration en Allemagne, annoncées aux instances représentatives du personnel, (ii) la cession d'entités Produits de forage en France et (iii) des dépréciations d'actifs concernant principalement des actifs situés en Europe.

Le résultat financier a été négatif à - 220 millions d'euros, contre - 174 millions d'euros en 2017. Cette augmentation est principalement imputable à des charges d'intérêts plus élevées, du fait des émissions obligataires d'octobre 2017 et avril 2018.

L'impôt sur les bénéficiaires s'est élevé à - 5 millions d'euros, contre un produit de 100 millions d'euros en 2017, en raison de la reconnaissance d'impôts différés actifs au Brésil au quatrième trimestre 2017, combinée à un impôt sur les bénéficiaires comptabilisé en Amérique du Nord en 2018 reflétant la reprise de l'activité dans cette région.

La part dans le résultat net des participations ne donnant pas le contrôle s'établit à 2 million d'euros, contre -23 millions d'euros en 2017.

Le résultat net, part du Groupe est une perte de 502 millions d'euros en 2018, à comparer à une perte de 537 millions d'euros en 2017.

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes. Les procédures d'audit sur les comptes annuels consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis avant l'enregistrement du Document de référence déposé auprès de l'AMF d'ici fin mars 2019.

Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Vallourec proposera de ne pas verser de dividende au titre de l'exercice 2018. Cette proposition sera soumise à l'approbation de l'Assemblée Générale du 23 mai 2019.

Analyse des résultats consolidés du T4 2018

Au quatrième trimestre 2018, le résultat brut d'exploitation s'est élevé à 89 millions d'euros, en hausse de 78 millions d'euros par rapport au T4 2017, grâce à :

- **Une marge industrielle de 206 millions d'euros, en hausse de 80 millions d'euros, soit +6,7 points**, reflétant (i) l'augmentation du chiffre d'affaires, en particulier dans l'activité Pétrole et Gaz dans la région EAMEA, (ii) les impacts positifs du Plan de Transformation, compensant largement (iii) la hausse des prix des matières premières. L'impact des taux de change a été presque neutre.
- **Des coûts administratifs, commerciaux et de recherche (SG&A) à 106 millions d'euros, en baisse de 9,4 %**, reflétant un contrôle strict des coûts. Les SG&A ont ainsi représenté 9,5 % du chiffre d'affaires contre 10,9% au T4 2017.

Le résultat d'exploitation a progressé de 163 millions d'euros et représente une perte de 43 millions d'euros, contre une perte de 206 millions d'euros au T4 2017, du fait de l'augmentation du résultat brut d'exploitation et de la diminution des dépréciations d'actifs ainsi que des charges de « Cessions d'actifs, restructuration et autres », qui comprennent des provisions liées aux mesures de restructuration en Allemagne, annoncées aux instances représentatives du personnel.

Le résultat financier a été négatif à - 55 millions d'euros contre - 34 millions d'euros au T4 2017, essentiellement du fait des 400 millions d'euros d'obligations émises en avril 2018.

L'impôt sur les bénéfices s'est élevé à - 3 millions d'euros contre un produit de 76 millions d'euros au T4 2017, conséquence de la reconnaissance au T4 2017 d'impôts différés actifs au Brésil.

Le résultat net, part du Groupe est une perte de 103 millions d'euros, contre une perte de 164 millions d'euros au T4 2017.

III - FLUX DE TRÉSORERIE & SITUATION FINANCIÈRE

Flux de trésorerie générés par l'activité

En 2018, **les flux de trésorerie générés par l'activité ont atteint - 210 millions d'euros contre - 332 millions d'euros en 2017, soit une forte progression de 122 millions d'euros, dont 111 millions d'euros sur le seul quatrième trimestre. Cette accélération traduit en particulier le redémarrage récent de l'activité Pétrole et Gaz dans la région EAMEA.**

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes. Les procédures d'audit sur les comptes annuels consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis avant l'enregistrement du Document de référence déposé auprès de l'AMF d'ici fin mars 2019.

Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Besoin en fonds de roulement lié à l'activité

Le besoin en fonds de roulement lié à l'activité⁴ a augmenté de 155 millions d'euros, contre une baisse de 61 millions d'euros en 2017.

Il inclut un besoin en fonds de roulement net qui représentait 94 jours de ventes à la fin 2018, contre un niveau exceptionnellement faible de 84 jours fin 2017.

Au second semestre, comme prévu, le besoin en fonds de roulement lié à l'activité a diminué de 81 millions d'euros. Pour rappel, les jours de BFR sont soumis à la saisonnalité de l'activité : le niveau le plus élevé est généralement enregistré au premier trimestre et le plus faible au quatrième trimestre.

Investissements industriels

Les investissements industriels se sont élevés à - 129 millions d'euros, contre -152 millions d'euros en 2017, un niveau reflétant les besoins correspondant à la nouvelle empreinte industrielle du Groupe.

Flux de trésorerie disponible

En 2018, le Groupe a ainsi généré **un flux de trésorerie disponible négatif de - 494 millions d'euros**. Ce chiffre inclut l'effet non-récurrent de la reconstitution du besoin en fonds de roulement en nombre de jours de ventes, après son niveau exceptionnellement faible à la fin de 2017.

Dette nette

Au 31 décembre 2018, l'endettement net du Groupe s'est établi à 2 058 millions d'euros, par rapport à 2 097 millions d'euros au 30 septembre 2018 et 1 542 millions d'euros au 31 décembre 2017.

La Société continue de bénéficier d'une situation de liquidité solide. Au 31 décembre 2018, elle disposait de 740 millions d'euros de trésorerie et de 2 150 millions d'euros de lignes de crédit moyen et long terme confirmées, non tirées. À la même date, la dette à court terme s'élevait à 1 001 millions d'euros, dont 400 millions d'euros en placement privé.

Au 31 décembre 2018, le ratio d'endettement net ajusté, tel que défini dans les contrats bancaires⁵, s'établissait à 72 %.

Afin de refinancer sa dette obligataire arrivant à échéance août 2019, le Groupe a émis 400 millions d'euros d'obligations en avril 2018.

Le 19 février 2019, extension à février 2021 de 600 millions d'euros de lignes bancaires arrivant initialement à échéance en 2020.

⁴ Cf. Définitions des données financières à caractère non strictement comptable, page 19

⁵ Ce ratio d'endettement est défini dans les contrats bancaires comme le ratio de l'endettement net consolidé du Groupe (dont le prêt actionnaire au Brésil) sur les capitaux propres du Groupe retraités des réserves de variation de juste valeur des instruments financiers et des réserves de conversion. Ce ratio d'endettement est testé une fois par an, le 31 décembre, et doit être inférieur à un plafond de 100 % à cette date.

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes. Les procédures d'audit sur les comptes annuels consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis avant l'enregistrement du Document de référence déposé auprès de l'AMF d'ici fin mars 2019.

Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

IV - PLAN DE TRANSFORMATION

Objectif d'économies brutes dépassé avec deux ans d'avance sur le calendrier

Dans le cadre de notre Plan de Transformation, nous avons annoncé un objectif de 400 millions d'euros d'économies brutes sur une période de quatre ans (2016-2020). Nous avons dépassé cet objectif avec deux ans d'avance, et un montant d'économies brutes cumulées à fin 2018 de 445 millions d'euros, dont 130 millions d'euros en 2018.

Le programme d'économies brutes comprenait des mesures de grande ampleur, qui ont été activement mises en œuvre ces deux dernières années, afin de :

- Favoriser la compétitivité de notre base de production au Brésil
 - o Fusion de Vallourec Soluções Tubulares do Brasil (VSB) et Vallourec Tubos do Brasil SA pour générer des synergies importantes
 - o Fermeture du haut fourneau et de l'aciérie de Belo Horizonte, lancée en 2017 et achevée en juillet 2018 comme prévu

- Réduire la capacité en Europe en fermant des usines ou des lignes de production
 - o Fermeture d'une ligne de filetage à Mülheim en Allemagne (2016)
 - o Fermeture de la ligne de traitement thermique à Bellshill en Écosse (2016)
 - o Fermeture de deux laminoirs à Déville-lès-Rouen (2016) et à Saint-Saulve (2017)
 - o Fermeture d'une ligne de finition tubes chaudières à destination des centrales électriques conventionnelles à Saint-Saulve (fin 2018).

- Réduire les coûts administratifs, commerciaux et de recherche, en baisse de 28,7 % en 2018 par rapport à 2014.

Sortie des métiers non stratégiques sous-performants

Parallèlement aux mesures d'économies, nous avons cédé des activités sous-performantes.

- Vente de Vallourec Heat Exchanger Tubes, filiale produisant des tubes soudés en titane et en inox pour les systèmes secondaires des centrales conventionnelles et nucléaires (avril 2016)
- Vente d'une participation de contrôle dans l'aciérie de Saint-Saulve (janvier 2017), suivie en février 2019 de la reprise par Altifort de tous les actifs de l'aciérie
- Cession de Vallourec Fittings (avril 2018)
- Vente de l'activité Produits de forage (avril 2018), suivie de la cession des deux dernières usines de Cosnesur-Loire et Tarbes (juillet 2018)

Réduction significative des effectifs

Les effectifs ont été réduits d'environ 24 % (5 600 collaborateurs) depuis 2014 (sur la base du périmètre historique du Groupe, hors Tianda), dont environ 3 000 en Europe (soit -31%) et environ 1 600 au Brésil (soit -20%).

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes. Les procédures d'audit sur les comptes annuels consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis avant l'enregistrement du Document de référence déposé auprès de l'AMF d'ici fin mars 2019.

Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Bénéfices de l'utilisation croissante des nouvelles routes compétitives et efficaces

Outre les initiatives d'économies, le Groupe a commencé à déployer ses nouvelles routes de production plus compétitives, VSB (Brésil) et Tianda (Chine). Celles-ci représentent maintenant environ 50% de la capacité totale de laminage, contre environ 30% en 2014, tandis que l'Europe représente 25% environ de la capacité totale de laminage, contre environ 45% en 2014.

Le Groupe a enregistré une croissance continue de l'utilisation de ses nouvelles routes, qui représente une avancée en matière de compétitivité, sur des marchés du Pétrole et Gaz internationaux en phase de reprise.

Nouvelles initiatives

Objectif d'économies brutes supplémentaires d'au moins 200 millions d'euros à l'horizon 2020

Des initiatives d'économies brutes supplémentaires ont été identifiées et seront mises en œuvre en 2019-2020 afin d'accélérer le redressement. Ces nouvelles initiatives se concentrent sur les activités européennes, notamment en Allemagne et aussi au Brésil, afin de continuer à renforcer son profil d'excellence.

En Europe

Afin de restaurer la compétitivité et la rentabilité de ses activités allemandes, le Groupe a décidé de lancer un plan d'économies de grande envergure. Ce programme comprend une réduction importante des effectifs en Allemagne (environ 600 collaborateurs sur environ 3 400), la réduction des coûts de produits semi-finis, des coûts industriels et des coûts administratifs et commerciaux, ainsi que l'optimisation des flux de production. Ces mesures de restructuration sont sujettes à une consultation préalable des instances représentatives du personnel concernées, et devraient être mises en œuvre à partir de 2019.

Au Brésil

Pour encore développer l'efficacité de ses sites brésiliens, qui comptent déjà parmi les meilleurs du secteur, le Groupe concentrera son programme d'améliorations, sur la productivité, les achats et la gestion des stocks.

D'ici 2020, le Groupe a ainsi pour objectif de réaliser des économies brutes supplémentaires d'au moins 200 millions d'euros, en plus des 445 millions d'euros déjà générés à fin 2018.

Mesures concernant les activités Énergie électrique conventionnelle

Les autres mesures mises en œuvre incluent la recherche d'un partenaire pour les activités Énergie Electrique dédiées aux centrales conventionnelles au charbon, incluant les usines de Reisholz (Allemagne) et VCHA (Chine).

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes. Les procédures d'audit sur les comptes annuels consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis avant l'enregistrement du Document de référence déposé auprès de l'AMF d'ici fin mars 2019.

Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

V – PRINCIPALES TENDANCES DE MARCHÉ

Les fondamentaux de marché

Les fondamentaux du marché sont favorables à la poursuite de la reprise sur le marché Pétrole et Gaz. Après la crise majeure d'offre excédentaire en 2014-2016, l'offre et la demande de pétrole sont globalement équilibrées depuis 2017, malgré une volatilité à court terme. Après quatre ans de sous-investissements, le déclin dans la production des champs de pétrole existants doit être compensé par de nouveaux investissements en exploration et production.

Vallourec bénéficiera de trois vagues de reprise successives sur ses marchés Pétrole et Gaz

- **Premier à redémarrer**, en 2017, **le marché américain** (36 % du chiffre d'affaires Pétrole et Gaz de Vallourec en moyenne sur la période 2014-2018) a fortement rebondi et a connu une activité soutenue en 2018. Le nombre moyen d'appareils de forage s'est inscrit en hausse de 18% par rapport à 2017 et la consommation de tubes par puit est restée élevée, largement au-dessus des niveaux de 2014. Bien que volatil par nature, le marché américain devrait rester solide ces prochaines années.
- **L'activité au Moyen-Orient, en Asie, en Europe et en Afrique** (52 % du chiffre d'affaires Pétrole et Gaz de Vallourec en moyenne sur la période 2014-2018) **enregistre maintenant une forte progression**. Les décisions d'investissement prises par les grandes sociétés pétrolières internationales et les appels d'offres lancés par les grandes sociétés pétrolières nationales en 2017 et 2018 se sont traduits par une progression significative des appels d'offre tout au long de 2018. Les commandes enregistrées par Vallourec sur ces marchés ont plus que doublé en 2018 par rapport à 2017. Elles ont ainsi conduit au fort rebond des livraisons constaté à partir du quatrième trimestre 2018.
- **Enfin, le marché brésilien** (12 % du chiffre d'affaires Pétrole et Gaz de Vallourec en moyenne sur la période 2014-2018) **devrait redémarrer à partir de 2020**. Petrobras a revu en hausse son programme d'exploration et production, prévoyant plus de 69 milliards de dollars US d'investissements sur la période 2019-2023 (contre 60 milliards de dollars US sur 2018-2022 annoncés fin 2017). Petrobras vise une croissance annuelle moyenne de sa production de 5 % sur la période et a annoncé une forte relance de l'activité d'exploration. En outre, les grandes sociétés pétrolières internationales, qui ont désormais accès aux champs pré-salifères, démarrent également l'exploration. Vallourec occupe une position unique pour tirer parti de cette opportunité.

Tendances 2019

En 2019, sur la base des conditions macroéconomiques et de marché actuelles, Vallourec anticipe la poursuite de la reprise du marché Pétrole et Gaz, bien que de manière inégale dans chacune de ses régions principales.

Pétrole et Gaz

Amérique du Nord

Sur la base des prix actuels du WTI, nous anticipons que la demande de tubes OCTG se maintiendra à un niveau élevé. Le Groupe bénéficiera sur l'exercice de l'effet des hausses de prix passées en 2018, malgré une certaine pression au premier semestre liée au ralentissement du marché au quatrième trimestre 2018. Le Groupe devrait également profiter d'une augmentation de ses livraisons résultant du dégoulotage de ses capacités.

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes. Les procédures d'audit sur les comptes annuels consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis avant l'enregistrement du Document de référence déposé auprès de l'AMF d'ici fin mars 2019.

Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

EAMEA

Le Groupe devrait bénéficier de la poursuite de la croissance de l'activité pour les projets Pétrole et Gaz, ainsi que de la poursuite du déploiement de ses nouvelles routes compétitives, avec en particulier un niveau accru d'activité en mer du Nord, Asie du Sud-Est, Moyen-Orient et Afrique.

Brésil

L'activité de forage devrait rester globalement stable pendant l'année.

Industrie

EAMEA

Nous devrions enregistrer un tassement des volumes ainsi qu'une certaine pression sur les prix après leur augmentation en 2018.

Brésil

Le marché Industrie devrait bénéficier du redressement de l'économie brésilienne, en particulier dans l'activité automobile. Les perspectives pour la mine sont favorables, et une extension de sa capacité est à l'étude.

Après avoir connu une forte augmentation au premier semestre 2018, les prix des **matières premières** se sont progressivement stabilisés au cours du second semestre 2018.

Aux **taux de change** actuels, l'impact de change défavorable observé en 2018 ne devrait pas se reproduire en 2019.

VI – PERSPECTIVES 2019

Compte tenu des tendances actuelles sur le plan économique et sur ses marchés⁶, le Groupe se fixe les objectifs suivants :

- Forte augmentation du résultat brut d'exploitation, soutenue par la croissance continue de l'activité Pétrole et Gaz, des économies supplémentaires ainsi que la poursuite du déploiement de ses nouvelles routes de production compétitives
- Poursuite de l'amélioration du besoin en fonds de roulement, au-delà des mouvements saisonniers habituels (pic de décaissements au S1), avec une réduction du nombre de jours de besoin en fonds de roulement, en moyenne trimestrielle et en fin d'exercice.
- Investissements industriels de l'ordre de 180 millions d'euros, niveau reflétant les besoins correspondant à la nouvelle empreinte industrielle du Groupe.

Sur la base des tendances actuelles de marché et des objectifs énoncés ci-dessus, le Groupe respecterait son covenant bancaire à la fin de l'exercice.

⁶ Voir le paragraphe « Réflexions et informations prospectives »

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes. Les procédures d'audit sur les comptes annuels consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis avant l'enregistrement du Document de référence déposé auprès de l'AMF d'ici fin mars 2019.

Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Réflexions et informations prospectives

Ce communiqué de presse contient des réflexions et des informations prospectives. De par leur nature, ces réflexions et informations comprennent des projections financières et des estimations ainsi que les hypothèses sur lesquelles celles-ci reposent, des déclarations portant sur des projets, des objectifs et des attentes concernant des opérations, des produits et services ou les performances futures. Bien que la Direction de Vallourec estime que ces réflexions et informations prospectives sont raisonnables, Vallourec ne peut garantir leur exactitude ou leur exhaustivité. Ces réflexions et informations prospectives sont soumises à de nombreux risques et incertitudes qui sont difficiles à prévoir et généralement en dehors du contrôle de Vallourec, qui peuvent impliquer que les résultats et événements effectivement réalisés diffèrent significativement de ceux qui sont exprimés, induits ou prévus dans les réflexions et les informations prospectives. Ces risques comprennent ceux qui sont développés ou identifiés dans les documents publics déposés par Vallourec auprès de l'AMF, y compris ceux énumérés dans la section « Facteurs de Risques » du Document de référence déposé auprès de l'AMF le 21 mars 2018.

Présentation des résultats de l'exercice 2018

Conférence téléphonique et audio webcast en anglais à 18h30 (heure de Paris).

- Pour écouter l'audio webcast : https://channel.royalcast.com/webcast/vallourec-en/20190220_2/
- Pour participer à la conférence, veuillez composer le :
 - +44 (0) 20 3003 2666 (depuis le Royaume-Uni),
 - +33 (0) 1 7099 4740 (depuis la France)
 - +1 212 999 6659 (depuis les États-Unis),Aucun mot de passe n'est nécessaire
- L'audio webcast sera disponible sur le site web à l'adresse suivante : <http://www.vallourec.com/FR/GROUP/FINANCE>

Calendrier

16 mai 2019	Publication des résultats du premier trimestre 2019
23 mai 2019	Assemblée Générale des Actionnaires

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes. Les procédures d'audit sur les comptes annuels consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis avant l'enregistrement du Document de référence déposé auprès de l'AMF d'ici fin mars 2019.

Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

À propos de Vallourec

Leader mondial sur ses marchés, Vallourec fournit des solutions tubulaires de référence pour les secteurs de l'énergie et pour d'autres applications parmi les plus exigeantes : des puits de pétrole et de Gaz en conditions extrêmes aux centrales électriques de dernière génération, en passant par des projets architecturaux audacieux et des équipements mécaniques ultra-performants. Fidèle à son esprit pionnier et fort d'une R&D de pointe, Vallourec ne cesse de repousser les frontières technologiques. Implanté dans une vingtaine de pays, au plus près de ses clients, le Groupe rassemble près de 19 000 collaborateurs passionnés et engagés qui offrent bien plus que des tubes : ils proposent des solutions toujours plus innovantes, fiables et compétitives, pour rendre possibles tous les projets.

Coté sur Euronext à Paris (code ISIN : FR0000120354, Ticker VK) éligible au Service de Règlement Différé (SRD), Vallourec fait partie des indices SBF 120 et Next 150.

Aux États-Unis, Vallourec a mis en place un programme sponsorisé d'American Depositary Receipt (ADR) de niveau 1 (code ISIN : US92023R2094, Ticker : VLOWY). La parité entre l'ADR et l'action ordinaire Vallourec est de 5 pour 1.

vallourec.com

Suivez-nous sur Twitter @Vallourec

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Relations investisseurs

Jean-Marc Agabriel
Tél. : +33 (0)1 49 09 39 77
Investor.relations@vallourec.com

Relations presse

Mathieu Carré
Tél. : +33 (0)1 41 03 78 71/ +33 (0)6 89 95 53 30
mathieu.carre@vallourec.com

Relations actionnaires individuels

N° Vert : 0 800 505 110
actionnaires@vallourec.com

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes. Les procédures d'audit sur les comptes annuels consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis avant l'enregistrement du Document de référence déposé auprès de l'AMF d'ici fin mars 2019.

Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Annexes

Pièces jointes à ce communiqué :

- Production expédiée
- Taux de change
- Chiffre d'affaires par zone géographique
- Chiffre d'affaires par marché
- Compte de résultat consolidé résumé
- Bilan consolidé résumé
- Flux de trésorerie disponible
- Tableau des flux de trésorerie
- Calcul du covenant bancaire
- Définitions des données financières à caractère non strictement comptable

Production expédiée

En milliers de tonnes	2018	2017	Variation
T1	515	475	8,4 %
T2	572	538	6,3 %
T3	583	588	-0,9 %
T4	694	655	6,0 %
Total	2 364	2 256	4,8 %

Taux de change

Taux de change moyen	2018	2017
EUR / USD	1,18	1,13
EUR / BRL	4,31	3,61
USD / BRL	3,65	3,19

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes. Les procédures d'audit sur les comptes annuels consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis avant l'enregistrement du Document de référence déposé auprès de l'AMF d'ici fin mars 2019.

Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Chiffre d'affaires par zone géographique

En millions d'euros	2018	En % de chiffre d'affaires	2017	En % de chiffre d'affaires	Variation
Europe	587	15,0 %	594	15,8 %	-1,2 %
Amérique du Nord	1 281	32,7 %	1 033	27,6 %	24,0 %
Amérique du Sud	625	15,9 %	612	16,3 %	2,1 %
Asie et Moyen-Orient	1 088	27,7 %	1 175	31,3 %	-7,4 %
Reste du Monde	340	8,7 %	336	9,0 %	1,2 %
Total	3 921	100,0 %	3 750	100,0 %	4,6 %

Chiffre d'affaires par marché

En millions d'euros	T4 2018	Variation	2018	En % de chiffre d'affaires	2017	En % de chiffre d'affaires	Variation
Pétrole et Gaz	737	19,9 %	2 469	63,0 %	2 299	61,3 %	7,4 %
Pétrochimie	84	-10,2 %	344	8,8 %	268	7,1 %	28,4 %
Pétrole et Gaz, Pétrochimie	821	15,9 %	2 813	71,7 %	2 567	68,5 %	9,6 %
Mécanique	146	18,7 %	469	11,9 %	368	9,8 %	27,4 %
Automobile	34	-12,8 %	148	3,8 %	144	3,8 %	2,8 %
Construction & Autres	55	-26,7 %	202	5,2 %	263	7,0 %	-23,2 %
Industrie & Autres	235	-0,8 %	819	20,9 %	775	20,6 %	5,7 %
Énergie Electrique	60	-51,9 %	289	7,4 %	408	10,9 %	-29,2 %
Total	1 116	4,3 %	3 921	100,0 %	3 750	100,0 %	4,6 %

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes. Les procédures d'audit sur les comptes annuels consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis avant l'enregistrement du Document de référence déposé auprès de l'AMF d'ici fin mars 2019.

Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Compte de résultat consolidé résumé

T4 2018	T4 2017	Variation	En millions d'euros	2018	2017	Variation
1 116	1 070	4,3 %	CHIFFRE D'AFFAIRES	3 921	3 750	4,6 %
(910)	(944)	-3,6 %	Coûts industriels des produits vendus ⁽¹⁾	(3 342)	(3 297)	1,4 %
206 18,5 %	126 11,8 %	63,5 % +6,7 pts	Marge industrielle (en % du CA)	579 14,8 %	453 12,1 %	27,8 % +2,7 pts
(106)	(117)	-9,4 %	Coûts administratifs, commerciaux et de recherche ⁽¹⁾	(405)	(440)	-8,0 %
(11)	2	na	Autres revenus (charges), nets	(24)	(11)	na
89	11	+78 M€	RÉSULTAT brut d'exploitation	150	2	+148 M€
8,0 %	1,0 %	+7,0 pts	RBE/Chiffre d'affaires (en %)	3,8 %	0,1 %	+3,7 pts
(69)	(76)	+7 M€	Amortissements industriels	(266)	(297)	+31 M€
(8)	(11)	na	Amortissements et autres dépréciations	(34)	(44)	na
(38)	(64)	na	Dépréciations d'actifs	(53)	(65)	na
(17)	(66)	na	Cessions d'actifs, restructuration et autres	(74)	(79)	na
(43)	(206)	+163 M€	RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(277)	(483)	+206 M€
(55)	(34)	-21 M€	Résultat financier	(220)	(174)	-46 M€
(98)	(240)	+142 M€	RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	(497)	(657)	+160 M€
(3)	76	na	Impôts sur les bénéfices	(5)	100	na
-	-	na	Quote-part dans les résultats nets des entreprises associées	2	(3)	na
(101)	(164)	+63 M€	RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	(500)	(560)	+60 M€
2	-	na	Participations ne donnant pas le contrôle	2	(23)	na
(103)	(164)	+61 M€	RÉSULTAT NET (PERTE), PART DU GROUPE	(502)	(537)	+35 M€
(0,2)	(0,4)	0,2 €	RÉSULTAT PAR ACTION (en €)	(1,1)	(1,2)	0,1 €

(1) Avant amortissements

na : non applicable

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes. Les procédures d'audit sur les comptes annuels consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis avant l'enregistrement du Document de référence déposé auprès de l'AMF d'ici fin mars 2019.

Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Bilan consolidé résumé

En millions d'euros					
Actif	31 déc. 2018	31 déc. 2017	Passif	31 déc. 2018	31 déc. 2017
Immobilisations incorporelles nettes	71	89	Capitaux propres, part du Groupe	1 802	2 426
Écarts d'acquisition	358	348	Participations ne donnant pas le contrôle	462	459
Immobilisations corporelles nettes	2 691	2 977	Total des capitaux propres	2 264	2 885
Actifs biologiques	60	71	Prêt actionnaire	29	72
Entreprises associées	134	102	Emprunts et dettes financières (A)	1 797	1 817
Autres actifs non courants	156	137	Engagements envers le personnel	214	209
Impôts différés actifs	250	242	Impôts différés passifs	15	18
			Autres provisions et passifs	50	61
Total actifs non courants*	3 720	3 966	Total passifs non courants	2 076	2 105
Stocks et en-cours	1 135	1 004	Provisions	136	149
Créances clients et comptes rattachés	599	568	Emprunts et concours bancaires courants (B)	1 001	746
Instruments dérivés - actifs	3	32	Fournisseurs	582	582
Autres actifs courants	216	231	Instruments dérivés - passif	32	13
Trésorerie et équivalents de trésorerie (C)	740	1 021	Autres passifs courants	293	321
Total actifs courants	2 693	2 856	Total passifs courants	2 044	1 811
Actifs destinés à être cédés	-	64	Passifs destinés à être cédés	-	13
TOTAL ACTIF	6 413	6 886	TOTAL PASSIF	6 413	6 886
Endettement net (A+B-C)	2 058	1 542	Résultat net, part du Groupe	(502)	(537)

Ratio d'endettement / capitaux propres	91 %	53 %
Covenant bancaire	72 %	47 %

* **Impact estimé de l'application de la norme IFRS 16 sur le bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2019 :**

- Augmentation estimée entre 80 et 100 millions d'euros d'immobilisations corporelles (droit d'utilisation) en contrepartie de la reconnaissance d'une dette de location
- Le ratio d'endettement retraité selon la définition des contrats bancaires (« covenant bancaire ») n'est pas impacté par ce changement de méthodologie

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes. Les procédures d'audit sur les comptes annuels consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis avant l'enregistrement du Document de référence déposé auprès de l'AMF d'ici fin mars 2019.

Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Flux de trésorerie disponible

T4 2018	T4 2017	Variation	En millions d'euros	2018	2017	Variation
(13)	(124)	+111	Capacité d'autofinancement (A)	(210)	(332)	+122
154	164	-10	Variation du BFR lié à l'activité (B) [+ baisse, (hausse)]	(155)	61	-216
(65)	(66)	+1	Investissements industriels bruts (C)	(129)	(152)	+23
76	(26)	+102	Flux de trésorerie disponible (A)+(B)+(C)	(494)	(423)	-71

Tableau des flux de trésorerie

T4 2018	T4 2017	T3 2018	En millions d'euros	2018	2017
(13)	(124)	(54)	Flux de trésorerie générés par l'activité	(210)	(332)
154	164	(73)	Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité + baisse, (hausse)	(155)	61
141	40	(127)	Flux nets de trésorerie générés par l'activité	(365)	(271)
(65)	(66)	(26)	Investissements industriels bruts	(129)	(152)
-	-	-	Investissements financiers	-	-
-	27	-	Augmentation et diminution des fonds propres	-	27
-	-	-	Impact des acquisitions	-	-
-	-	-	Dividendes versés	-	-
(37)	102	(10)	Cessions d'actifs et autres éléments	(22)	141
39	103	(163)	Variation de l'endettement net + baisse, (hausse)	(516)	(255)
2 058	1 542	2 097	Dette nette (fin de période)	2 058	1 542

Calcul du covenant bancaire

M€	31.12.2018	31.12.2017
Dette nette	2 058	1 542
Prêt actionnaire	29	72
Dette nette retraitée (a)	2 087	1 614
Capitaux propres Groupe	2 264	2 885
Réserves de conversion	624	536
Réserves - variation de juste valeur des instruments financiers	8	(7)
Capitaux Groupe retraités (b)	2 896	3 414
Ratio d'endettement retraité = (a) / (b)	72%	47%

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes. Les procédures d'audit sur les comptes annuels consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis avant l'enregistrement du Document de référence déposé auprès de l'AMF d'ici fin mars 2019.

Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.

Définitions des données financières à caractère non strictement comptable

Covenant bancaire : Tel que défini dans les contrats bancaires, le « covenant bancaire » est le ratio de l'endettement net consolidé du Groupe (dont le prêt actionnaire au Brésil) sur les capitaux propres du Groupe retraités des réserves de variation de juste valeur des instruments financiers et des réserves de conversion. Ce ratio d'endettement est testé une fois par an, le 31 décembre, et doit être inférieur à un plafond de 100 % à cette date.

Dettes nettes consolidées : La dette nette consolidée se définit comme les prêts et autres emprunts bancaires, plus les découverts et autres emprunts bancaires courants, minorés de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

Données à taux de change constants : Les données présentées « à taux de change constants » sont calculées en neutralisant l'effet de conversion en euro du chiffre d'affaires des sociétés du Groupe dont la devise fonctionnelle n'est pas l'euro. L'effet de change de conversion est neutralisé par l'application des taux de change de l'année N-1 au chiffre d'affaires de l'année N de ces sociétés.

Flux de trésorerie disponible : Le flux de trésorerie disponible se définit comme le flux de trésorerie généré par l'activité minoré des investissements industriels bruts et majoré/minoré de la variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité.

Investissements industriels bruts : Les investissements industriels bruts se définissent comme la somme des décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles et ceux liés aux acquisitions d'actifs biologiques.

Marge industrielle : La marge industrielle se définit comme la différence entre le chiffre d'affaires et les coûts industriels des produits vendus (c'est-à-dire après imputation des coûts industriels variables et des coûts industriels fixes), hors amortissements.

Besoin en fonds de roulement : défini comme les créances clients plus les stocks moins les dettes fournisseurs, (hors provision)

Besoin en fonds de roulement net : défini comme le besoin en fonds de roulement net des provisions pour stock et créances clients ; les jours de besoin en fonds de roulement net sont calculés sur la base des ventes trimestrielles annualisées.

Besoin en fonds de roulement lié à l'activité : inclut le besoin en fonds de roulement et les autres créances et dettes.

Information

Les données trimestrielles ne font l'objet ni d'un examen limité, ni d'un audit des commissaires aux comptes. Les procédures d'audit sur les comptes annuels consolidés ont été effectuées. Le rapport de certification sera émis avant l'enregistrement du Document de référence déposé auprès de l'AMF d'ici fin mars 2019.

Sauf spécification contraire, les variations indiquées s'entendent par comparaison avec la même période de l'exercice précédent.